

Hebdo Canada

Ottawa
Canada

Volume 11, N° 26
le 29 juin 1983

| | |
|--|---|
| La Société pour l'expansion des exportations : bilan positif. | 1 |
| Décès du sénateur Lamontagne | 2 |
| M. Gorbachev, représentant du gouvernement soviétique, en visite au Canada | 3 |
| Coopération Nord-Sud en éducation | 3 |
| Bourses d'études de l'ACDI | 3 |
| Équipe de parachutisme des Forces canadiennes | 4 |
| Inauguration du réseau É.-U.-Canada de courrier électronique | 4 |
| Pour quelques heures le Premier Ministre devient coureur des bois | 5 |
| Une éolienne géante serait construite en Gaspésie | 5 |
| Tout le monde regardait le ciel | 6 |
| Violence en Afrique australe | 6 |
| La chronique des arts | 7 |
| Nouvelles brèves | 8 |

La Société pour l'expansion des exportations : bilan positif

Comme elle l'indique dans son rapport annuel publié récemment, la Société pour l'expansion des exportations (SEE) a fourni des services d'une valeur record de 4,6 milliards de dollars aux exportateurs canadiens en 1982.

Comme à l'accoutumée, la Société est demeurée rentable en 1982. Elle a en effet réalisé des bénéfices nets de 1,1 million de dollars malgré l'âpreté de la concurrence et le niveau anormalement élevé des taux d'intérêt.

Le rapport annuel a été déposé au Parlement par M. Allan MacEachen, vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures, et M. Gerald Regan, ministre d'État au Commerce international.

Dans ce rapport, M. Sylvain Cloutier, président du conseil d'administration et président de la Société, déclare que les

exportations appuyées en 1982 par les services d'assurances, de garanties et de financement de la SEE engendreront environ 155 000 années-personnes au pays.

M. Cloutier précise que la SEE compte augmenter la qualité et la quantité de ses activités en 1983 et que la filière des opérations que les exportateurs poursuivent activement a commencé à se regarnir, après une chute déconcertante à la mi-1982.

Il ajoute que la SEE a assuré un financement global de 2,5 milliards de dollars en 1982, en hausse de 48 p. 100 comparativement à 1981. Les assurances et les garanties se sont élevées à 2,1 milliards de dollars, ce qui constitue une baisse de 0,7 million imputable à l'incidence de la récession sur certains des principaux assurés de la Société.



Un accord de financement de 24 millions de dollars américains a été signé récemment entre la SEE et Lavalin International Inc., en vue d'appuyer la vente d'installations de stockage de pétrole à la République du Kenya par Lavalin. Assistaient à la cérémonie, de gauche à droite, Peter Kilburn, vice-président, Financement de projets de Lavalin; du Kenya : Wilson Kitazi, attaché (Administration), Robert Gathungu, deuxième secrétaire, et Mwabili Kisaka, haut-commissaire du Kenya au Canada; Jean Arès, vice-président supérieur, Financement à l'exportation, SEE, et M. Gerald Regan, ministre d'État au Commerce international.



Affaires extérieures
Canada

External Affairs
Canada

La SEE consent du financement aux acheteurs de biens d'équipement canadiens jusqu'à concurrence de 85 p. 100 du prix contractuel. Son assurance-crédit à l'exportation protège les exportateurs canadiens jusqu'à concurrence de 90 p. 100 des pertes subies lorsque leurs clients étrangers ne veulent ou ne peuvent payer leurs factures.

Selon M. Cloutier, 5 des 110 accords de financement signés par la SEE au cours de l'année valaient plus de 100 millions de dollars, et 44 de ces accords valaient moins d'un million de dollar. Ces chiffres donnent une bonne idée de l'ordre de grandeur des opérations de la SEE.

En parlant de la situation financière de la Société, M. Cloutier souligne que le défi qui se pose à la SEE consiste à fonctionner sans devoir recourir aux deniers publics tout en soutenant la concurrence des pays qui ont recours aux subventions à l'exportation et aux pratiques de prédateurs.

Les taux de la SEE sont surtout influencés, dit-il, par l'accord du Consensus de l'Organisation de coopération et de développement économiques. En vertu de cet accord, les grands pays industrialisés déterminent les taux minimums exigés pour le financement à l'exportation bénéficiant d'un soutien public.

Au début de 1982, cet accord permettait de consentir des prêts à l'exportation à des taux aussi bas que 11,25 p. 100 pour les pays riches, et 10 p. 100 pour les pays pauvres, et ce, en dépit du fait que le coût du financement des prêts dépassait 15 p. 100.

Mais pendant l'année, les taux d'intérêt ont baissé sur les marchés internationaux de capitaux, et les taux du Consensus ont été révisés à la hausse lorsque les pays ont commencé à réagir au fardeau presque insoutenable qu'ils s'étaient imposé par leurs subventions à l'exportation.

Par conséquent, à la fin de l'année, le coût des fonds s'alignait assez bien sur celui des taux minimums du Consensus.

« Compte tenu de nos prévisions de l'an dernier, le simple fait d'afficher des bénéfices est une réalisation satisfaisante », a affirmé M. Cloutier.

En cherchant à réaliser des bénéfices lorsque le jeu de la concurrence le permettait, la SEE a su maintenir sa santé financière. Tous les bénéfices ont été réinvestis dans la Société.

En 1982, les rééchelonnements de principal et d'intérêts se sont élevés à 28 millions de dollars, soit une baisse de 3,5 millions de dollars, par rapport à 1981. Les sinistres réglés au titre des services

d'assurances et de garanties se sont élevés à 9,1 millions de dollars, en hausse de 1,9 million comparativement à 1981.

La SEE a continué de faire face à un nombre raisonnable de rééchelonnements et de sinistres qui soutient bien la comparaison avec l'expérience de ses homologues.

Voici, pour 1982, les grands groupes de produits appuyés par les services de financement de la Société : le matériel de transport ; l'ingénierie et les services commerciaux ; le matériel électronique et de communications ; et les avions, suivis du matériel de centrales électriques, des machines, de la fabrication générale, des immeubles non résidentiels, de l'équipement pétrochimique, de l'avionique, de l'appareillage électrique et de la construction navale.

Les groupes de produits appuyés par ses services d'assurances et de garanties étaient, par ordre décroissant d'import-

tance, les produits forestiers ; les minéraux, métaux et produits chimiques ; le matériel de transport ; les autres produits manufacturés ; les services ; les machines ; les textiles, produits et biens de consommation connexes ; les produits agricoles et d'origine animale ; et le matériel électronique.

Nouveaux accords de financement

La SEE a annoncé récemment la signature des cinq accords de financement suivants :

- un accord de financement de 24 millions de dollars américains en vue d'appuyer la vente d'installations de stockage de pétrole à la République du Kenya par Lavalin International Inc. de Montréal. La vente de 39,5 millions de dollars américains porte sur l'ingénierie, l'approvisionnement et la construction d'installations de stockage de pétrole sup-

(suite à la page 8)

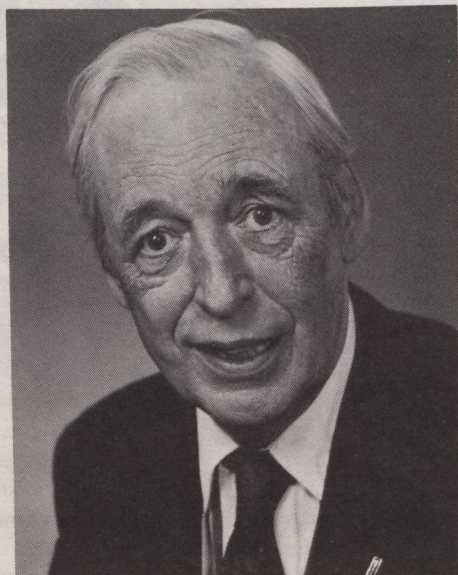
Décès du sénateur Lamontagne

Tous les partis politiques ont rendu hommage au sénateur Maurice Lamontagne, si souvent surnommé « la conscience du parti libéral », qui a succombé, le 13 juin, à une longue maladie.

Le sénateur Lamontagne avait occupé la présidence du Conseil privé et avait détenu le portefeuille de secrétaire d'État sous le gouvernement de M. Lester B. Pearson, dans les années 1960.

Le premier ministre, M. Trudeau, a dit du défunt qu'il avait été, avec ses luttes incessantes pour l'unité canadienne, le « père du fédéralisme coopératif ».

Un porte-parole du parti conserva-



Le sénateur Maurice Lamontagne

teur, M. William Jarvis, a souligné que M. Lamontagne avait été un « grand Canadien » et rappelé sa chaleureuse et attachante personnalité, tandis qu'un représentant du nouveau parti démocratique, M. Lorne Nystrom, a signalé que M. Lamontagne avait été un ardent fédéraliste, un précurseur.

Né dans la ville de Mont-Joli (Québec), M. Lamontagne avait fait des études en sciences économiques et en sciences sociales à l'université Laval et à Harvard, après quoi il s'était dirigé vers l'enseignement, à Laval, puis à l'université d'Ottawa.

Ardent promoteur du fédéralisme au Canada, il a notamment publié *Le fédéralisme canadien : évaluation et problèmes* (1954).

Sur la scène politique, il fit ses premières armes au gouvernement dès 1954 comme sous-ministre adjoint aux Affaires du Nord, dans le gouvernement de M. Louis St-Laurent (1948-1957).

À l'arrivée au pouvoir du gouvernement conservateur de M. John Diefenbaker, en 1957, il devint conseiller économique auprès de M. Lester B. Pearson, alors leader de l'opposition.

Dix ans plus tard, M. Pearson, devenu premier ministre (1963), le nomma au Sénat. Comme sénateur, M. Maurice Lamontagne coprésida deux importantes commissions sur la réforme constitutionnelle avec M. Mark MacGuigan, maintenant ministre de la Justice, qui a, du reste, déclaré en parlant de M. Lamontagne : « Il était, à mon avis, un des grands penseurs du Parlement. »

M. Gorbachev, représentant du gouvernement soviétique, en visite au Canada Coopération Nord-Sud en éducation

M. Mikhail Gorbachev, dont l'agriculture est l'une des nombreuses responsabilités au sein du Bureau politique du Comité central du parti communiste, en Union soviétique, était au Canada à l'invitation du président de la Chambre des communes, Mme Jeanne Sauvé. M. Gorbachev dirigeait une délégation de parlementaires soviétiques intéressés à mieux connaître le Canada et l'industrie agro-alimentaire canadienne.

Arrivés à Ottawa le 16 mai, M. Gorbachev et la délégation soviétique ont passé trois jours dans la Capitale nationale avant de se rendre dans les régions agricoles de Windsor, Kitchener, Niagara, Toronto et Calgary.

À Ottawa, M. Gorbachev s'est entretenu avec le premier ministre, M. Trudeau, le ministre d'État aux Relations extérieures, M. Charles Lapointe, le ministre de l'Agriculture, M. Eugene Whelan, et le sénateur Hazen Argue, ministre responsable de la Commission canadienne du blé. Il a également rencontré les membres des comités du Sénat et de la Chambre des communes sur les Affaires extérieures et la Défense, et des comités de l'Agriculture.

Lors de sa rencontre avec M. Lapointe, le ministre lui a rappelé l'intérêt du Canada à développer des relations constructives et positives avec l'URSS. Le ministre d'État a relevé les importants progrès accomplis dans des secteurs spécifiques comme l'agriculture et le commerce. Les deux hommes ont également discuté d'autres possibilités de coopération future en rapport avec l'échange d'informations et d'expériences sur des problèmes liés aux activités en milieu arctique.

M. Lapointe a rappelé le vif intérêt du Canada pour les questions touchant les droits de la personne, tant dans le contexte de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) qu'en ce qui a trait à la facilitation de l'émigration de citoyens soviétiques ayant manifesté le désir de rejoindre des parents déjà établis au Canada.

Pendant son séjour, M. Gorbachev a eu des entretiens sur des questions d'importance bilatérale et internationale et a étudié le potentiel et les capacités du secteur agricole canadien.

M. Whelan, lors de son voyage en Union soviétique en 1981, pour une visite de dix jours et la signature d'une entente sur la coopération en agricul-



Le premier ministre, M. Pierre Elliott Trudeau, est ici accompagné de M. Mikhail Gorbachev (à gauche), membre du Politburo soviétique, et de M. Charles Lapointe, ministre d'État aux Relations extérieures. M. Gorbachev et sa délégation ont passé trois jours à Ottawa.

culture entre les deux pays, avait rencontré M. Gorbachev qu'il avait invité à venir au Canada.

M. Whelan a accompagné M. Gorbachev pour lui présenter les multiples facettes de l'industrie agro-alimentaire canadienne. Ils ont visité plusieurs installations agricoles ainsi que des usines de transformation alimentaire et de machinerie agricole en Ontario et en Alberta.

À Toronto, le gouvernement provincial de l'Ontario a reçu la délégation soviétique lors d'un dîner offert par le ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation, M. Dennis Timbrell. À Banff, la délégation a également été reçue à un dîner offert par le ministre de l'Agriculture de l'Alberta, M. Leroy Fjordbotten.

Avant de quitter Calgary, M. Gorbachev, en compagnie de M. Whelan, a rencontré le premier ministre albertain, M. Peter Lougheed.

M. Whelan s'est dit heureux de la cordialité des rapports qu'il a eus avec M. Gorbachev et espère que cette visite aura un effet positif sur les relations canado-soviétiques.

M. Gorbachev a quitté le Canada, le 23 mai, à l'issue d'une visite de sept jours.

Un nouvel organisme francophone de coopération internationale, à but non lucratif, a été fondé en août 1982, au Canada. Il poursuit 2 objectifs principaux : collaborer avec les agents de développement du Tiers-Monde à la réalisation de leurs objectifs en éducation par le biais de projets concrets; et sensibiliser le monde de l'éducation, le monde des affaires et le public canadien en général à la coopération internationale et au dialogue Nord-Sud.

Coopération Nord-Sud en éducation recommande et soutient, financièrement et autrement, des projets de coopération dans les domaines de l'alphabétisation, du développement communautaire, de l'édition pédagogique et de toute autre forme d'éducation. L'organisme met sur pied des rencontres et des activités favorisant les échanges d'idées, d'expériences et d'information en vue d'une meilleure compréhension de la situation dans les pays en développement. Il sert également de forum aux éducateurs, élèves et étudiants, aux groupes et aux individus qui s'intéressent aux questions internationales dans le contexte de l'interdépendance des nations.

Bourses d'études de l'ACDI

L'Agence canadienne de développement international (ACDI) a accordé des bourses d'études pour 1983-1984 à 15 candidats issus de différentes parties du Canada. Ce programme de bourses vise à aider des Canadiens à parfaire leur formation professionnelle dans le domaine du développement international.

Les candidats choisis se partageront les 400 000 \$ octroyés chaque année par l'ACDI avec les 14 autres récipiendaires de l'an dernier dont les bourses ont été renouvelées. La valeur de chaque bourse peut atteindre 15 000 \$ par année, selon la nature et la portée des études proposées. Les boursiers doivent séjourner une partie du temps dans un pays en développement pour y effectuer des recherches sur les aspects particuliers du développement qu'ils ont choisi d'étudier.

Les demandes de bourses ont été soumises à un comité de sélection composé de représentants de l'ACDI, du Centre de recherches pour le développement international et d'organisations non gouvernementales engagées dans le développement international.

Équipe de parachutisme des Forces canadiennes



Un membre de l'équipe Sky Hawks pratiquant une descente en parachute « strato-cloud ».

Depuis le 1^{er} mai, l'équipe de parachutisme des Forces canadiennes (FC), les Sky Hawks, a entamé sa treizième tournée nationale qui attire annuellement près de 2 millions de spectateurs.

De mai à octobre 1983, les membres de l'équipe participeront à 55 expositions, spectacles aériens et festivals organisés aux 4 coins du pays. Leur itinéraire très chargé les mènera de Whitehorse (Yukon) à St. John's (Terre-Neuve) et de la foire agricole de la vallée inférieure du Fraser à Surrey (Colombie-Britannique), à l'exposition nationale, à Toronto. En outre, l'équipe prendra part cette année aux festivités prévues dans le cadre du centenaire du Royal Canadian Regiment à London (Ontario) et de la réunion des membres de la Force d'opérations spéciales, à Winnipeg.

Pour une deuxième année, les membres effectueront 4 descentes ou « passes » par représentation. Amorçant chaque saut à environ 3 kilomètres d'altitude, ils descendront en chute libre pendant 45 secondes, atteignant ainsi une vitesse maximale de 180 kilomètres à l'heure.

Les coéquipiers réussissent, en chute libre, des acrobaties et des formations spectaculaires qu'ils réalisent en variant leur vitesse et leur direction. Ils peuvent exécuter des spirales, des motifs losangés ou encore faire la « bombe » tout en laissant traîner une fumée derrière eux

afin que les spectateurs puissent admirer leurs prouesses plus facilement. Puis dans une descente en solo à vous couper le souffle, un des Sky Hawks montre la technique d'urgence à utiliser lorsque la voilure principale d'un parachute refuse de se déployer.

L'équipe des Sky Hawks, menée par le chef d'équipe, le capitaine Gerry Vida, est formée de 8 membres permanents et d'un

certain nombre de parachutistes choisis chaque année parmi les membres des forces régulières et de réserve qui se sont portés volontaires. Bien que le parachutisme ne soit pas leur principale activité, tous sont experts en parachutisme et ont à leur actif entre 150 à 2 500 sauts. Cette année, les heureux élus viennent de la Milice, du Régiment aéroporté du Canada, de l'armée de l'Air et de l'Infanterie.

Tous les membres de l'équipe réintégreront leurs unités respectives à la fin de la tournée.

Inauguration du réseau É.-U.-Canada de courrier électronique

Un nouveau réseau de courrier électronique, qui combine les systèmes de télécommunications et le service de courrier national, a été inauguré le 9 mai entre les États-Unis et le Canada par des représentants de Electronic Mail Corporation of America (EMCA) et du Réseau téléphonique transcanadien (RIT)

Cette coentreprise permet aux Américains et aux Canadiens d'avoir accès pour la première fois à des services de courrier électronique de haute qualité du pays voisin. Au Canada, le service de courrier électronique est offert par la Société canadienne des postes; aux États-Unis, le service postal des États-Unis offre un service de courrier électronique, appelé E-Com.

Ce nouveau service a été annoncé par M. Joshua Graham, président et chef de la direction de EMCA, et M. John Farrell, premier vice-président du groupe des systèmes nationaux du RIT, à l'occasion d'une conférence de presse tenue dans les bureaux du consulat canadien à New York. M. Ken Taylor, consul général du Canada, a participé aux cérémonies qui marquaient l'inauguration du service entre les 2 pays.

L'accord entre EMCA et le RIT rend possible la livraison de messages importants et urgents, d'un pays à l'autre, le jour suivant. Les dernières technologies de l'informatique et les installations de transmission à haute vitesse se combinent pour acheminer électroniquement les



Conférence de presse tenue dans les bureaux du Consulat canadien à New York; de gauche à droite : M. John Farrell, premier vice-président du groupe des systèmes nationaux du réseau téléphonique transcanadien; M. Joshua Graham, président et chef de direction de EMCA, et M. Ken Taylor, consul général du Canada à New York.

Chronique des arts

messages au centre de courrier électronique du bureau de poste qui se trouve le plus près du destinataire dans les pays respectifs. Les messages, sous forme de lettres, sont alors imprimés sur du papier de qualité, puis insérés dans des enveloppes distinctes pour être livrés aux foyers et aux entreprises comme courrier de première classe.

Selon M.M. Graham et Farrell, ce service constitue non seulement une solution de rechange plus économique et plus efficace aux services similaires existants, mais il permet également la livraison de messages d'une qualité inégalée. Diverses applications sont donc possibles : facteurs, avis de crédit, bordereaux et confirmation de ventes, avis juridiques, alertes médicales, messages relatifs à la sécurité des produits, communications entre fournisseurs et détaillants, sollicitation de procurations, demandes d'acompte, campagnes de promotion des ventes et

messages personnels urgents.

EMCA et RIT seront les seuls fournisseurs du nouveau service entre les États-Unis et le Canada au cours de l'année.

Electronic Mail Corporation of America, dont le siège social est situé à New York, est une compagnie de gestion de télécommunications. Elle est à l'origine du Gemservice, qui concerne les services d'interconnexion d'ordinateurs, de courrier électronique et de transmission de documents.

Le réseau téléphonique transcanadien, dont l'administration centrale se trouve à Ottawa, est un organisme qui regroupe les 9 grandes compagnies de téléphone du Canada, ainsi que Telesat Canada, le fournisseur national de télécommunications par satellites. Le RIT offre dans tout le Canada une gamme variée de services de transmission de la voix, de l'image, des données et de télécommunications par satellites.

Pour quelques heures le Premier Ministre devient coureur des bois

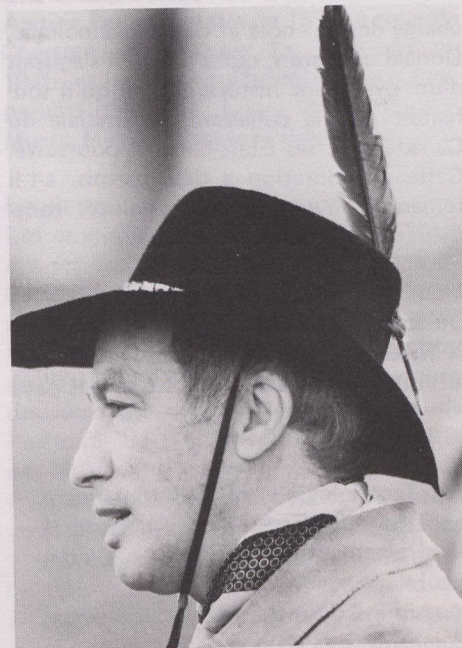
Le premier ministre Trudeau a joué au coureur des bois et à l'archéologue lors d'une cérémonie marquant le début des projets d'archéologie de sauvetage entrepris par le Musée national de l'Homme au site de son nouvel immeuble, parc Jacques Cartier à Hull, et à celui de la Galerie nationale du Canada, à Ottawa.

Fidèle à ses habitudes en de telles circonstances, le Premier Ministre avait revêtu le costume des coureurs des bois : pantalon et veste de cuir avec franges, ainsi qu'un chapeau noir à large bord, piqué d'une plume turquoise.

Il est arrivé au parc Jacques Cartier en canot. Il avait pris place dans un canot des Voyageurs mesurant près de huit mètres, sur l'autre rive, tout juste au pied du Parlement, en compagnie de son ministre des Communications, M. Francis Fox, et d'autres valeureux payeurs. La traversée s'est faite sans encombre, le Premier Ministre et M. Fox contribuant de leur bras à la propulsion de l'embarcation, dans les eaux troubles de l'Outaouais. Le ciel était couvert et il faisait un vent à faire claquer les drapeaux.

Des responsables de la sécurité se trouvaient dans un bateau à moteur, en aval, et surveillaient les manœuvres du canot en plein milieu d'un courant assez fort, au cas où ...

De la rive québécoise, on pouvait voir le canot, au beau milieu de la rivière, se diriger droit vers le parc Jacques Cartier, mais se déplaçant de côté, emporté par le



Le premier ministre Trudeau, dit Radisson, est devenu, pour quelques heures, « coureur des bois » lors des cérémonies marquant l'inauguration des projets d'archéologie de sauvetage entrepris par le Musée national de l'Homme et la Galerie nationale du Canada.

courant. La force déployée par les canotiers a cependant eu raison des flots.

En foulant le sol québécois, MM. Trudeau et Fox ont été accueillis par les responsables des Musées nationaux et de la Société de construction des Musées

du Canada, par le maire de Hull, de même que par plusieurs politiciens de la région de la capitale.

Après les discours de circonstances, M. Trudeau a été invité à commencer les fouilles archéologiques. Empoignant une pelle, il a remué la terre pour ensuite déverser deux ou trois pelletées dans un tamis motorisé. Malheureusement, il n'a fait aucune découverte.

On a remis à M. Trudeau et à M. Fox une photographie d'un document d'archives, une aquarelle datant de 1860, qui représente une vue du Parlement, du point précis où sera érigé le Musée de l'Homme.

Comme le site de la nouvelle Galerie nationale et celui du Musée national de l'Homme présentent un intérêt archéologique et historique, le Musée détient un mandat pour sonder les terrains de la Couronne avant que les travaux de construction ne débutent. Ce type de fouilles d'urgence vise à sauvegarder le patrimoine, précisent les responsables du Musée, et relève du programme d'archéologie de sauvetage du Musée.

Les fouilles dureront trois mois. Une équipe de trois archéologues et de neuf étudiants en archéologie scruteront le sous-sol des deux sites à la découverte des vestiges de notre histoire.

Une éolienne géante serait construite en Gaspésie

Hydro-Québec envisage de construire à Cap-Chat, dans la péninsule gaspésienne, la plus grande éolienne à axe vertical au monde. La société d'État réalisera ce prototype pour le compte du Conseil national de recherche du Canada (CNRC) et de l'Institut de recherche d'Hydro-Québec (IREQ) dans le cadre du projet conjoint « Éole ». Les coûts évalués à 35 millions de dollars seront répartis également entre les 2 organismes.

De type Darieau, cette éolienne tournera autour d'un axe vertical retenu au sol par 6 haubans. Elle sera haute de 110 mètres, soit l'équivalent d'un immeuble de 30 étages, et occupera un terrain d'une surface d'environ 900 mètres carrés. Elle aura une puissance de 4 mégawatts, ce qui peut alimenter près de 400 maisons chauffées à l'électricité.

Le projet « Éole » prévoit que ce prototype sera suivi d'autres machines semblables, groupées à Cap-Chat, de façon à obtenir une puissance de pointe de 200 mégawatts.

Tout le monde regardait le ciel

La navette spatiale *Enterprise*, montée sur le dos de son avion porteur, s'est posée, le 8 juin, à l'aéroport international d'Ottawa, avec environ une demi-heure de retard sur l'horaire prévu.

Pour l'occasion, et par un temps radieux, les autorités fédérales avaient déroulé le tapis rouge des grands événements : discours, musique militaire, soldats, limousines et drapeaux.

L'impressionnant véhicule est apparu dans le ciel de l'aéroport vers 16 h 55, puis a touché le sol environ un quart d'heure plus tard, après que les pilotes eurent évalué la longueur de la piste.

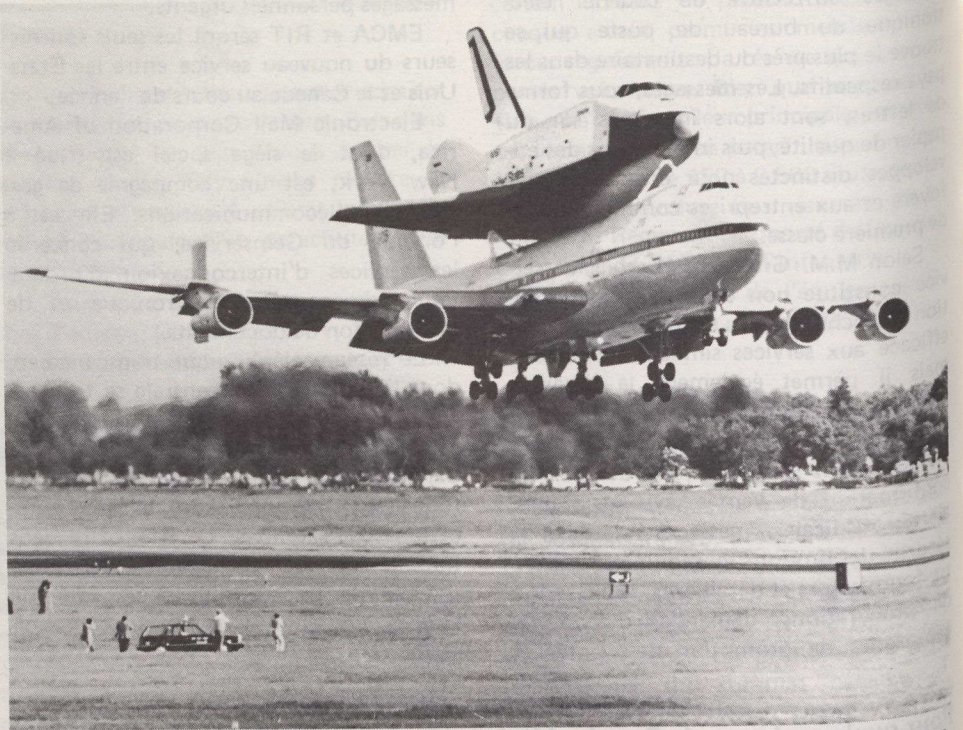
On sait que l'*Enterprise* est la première navette construite par la National Aeronautics and Space Administration (NASA) pour réaliser des essais dans l'atmosphère.

Tournée internationale

L'appareil américain est arrivé à Ottawa dans le cadre d'une tournée internationale. Il avait été montré à Paris, lors du Salon international de l'aéronautique, au Bourget, puis à Londres, en Angleterre, avant de prendre la direction du Canada.

Avant d'atterrir à Ottawa, la navette a survolé les villes de Québec et de Montréal à l'altitude de 600 mètres. Les gens de la région de la capitale nationale ont eu droit au même spectacle.

L'immense assemblage de la navette et du *Boeing 747* qui le porte — d'une hauteur équivalant à un édifice de neuf étages — a été accueilli au son de la musique du film *Star Wars* ainsi que par plusieurs personnalités dont le ministre d'État



Un accueil triomphal était réservé à la navette spatiale *Enterprise* à son arrivée à Ottawa, le 8 juin. On voit ici le vaisseau spatial arrimé au dos d'un *Boeing 747* de la NASA.

chargé des Sciences et de la Technologie, Donald Johnston, qui a dit qu'il s'agissait d'un « moment historique » et qu'il souhaitait que la collaboration spatiale du Canada avec les États-Unis se poursuive. Cette collaboration a déjà permis, a-t-il remarqué, d'expédier 12 satellites canadiens dans l'espace.

Mousser les ventes

De son côté, l'administrateur en chef de la NASA, M. James Beggs, a indiqué que la visite de la navette dans d'autres pays

avait été organisée non seulement en signe d'amitié pour ceux qui participent au programme spatial américain, mais aussi pour mousser la vente des services de ce « camion de l'espace ».

L'*Enterprise* a pu être admirée à loisir par le public qui pouvait s'en approcher dès sept heures le matin au cours des deux jours de son escale.

On estime qu'environ 200 000 personnes se sont rendues à l'aéroport d'Uplands à cette occasion.

Article de Pierre Ouimet, *Le Droit*.

Programme des astronautes canadiens

Le ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie et du Développement économique, M. Donald J. Johnston, a annoncé lors de l'escale de l'*Enterprise* à Ottawa qu'un spécialiste canadien, après un entraînement de deux ans, se joindra aux astronautes américains lors d'un prochain vol de la navette spatiale.

Soulignant qu'on étudie actuellement la possibilité de mener deux expériences canadiennes nécessitant la surveillance de spécialistes, lors d'un voyage spatial à la fin de 1985 ou en 1986, le ministre a dit que la navette permettra aux scientifiques, aux spécialistes techniques et à d'autres experts de faire profiter l'humanité des avantages des applications spatiales. « Nos premiers pas dans le domaine de l'espace peuvent très bien entraîner la mise sur pied d'industries que nous ne pouvons même pas imaginer aujourd'hui », a dit le ministre.

M. Johnston a commenté les nombreux efforts de collaboration entre le Canada et les États-Unis depuis vingt ans. Il a également souligné que la pierre angulaire de la politique spatiale canadienne a toujours été la mise sur pied, dans notre pays, d'une industrie spatiale vigoureuse qui soit typiquement canadienne.

M. James Beggs, administrateur de la NASA, ainsi que l'astronaute Paul J. Weitz, étaient présents à Ottawa à l'occasion de cet événement exceptionnel. M. Beggs s'est dit heureux que le Canada accepte l'invitation des États-Unis à faire participer un Canadien à un vol de la navette.

Violence en Afrique australe

Le vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Allan MacEachen, a condamné les actes de violence survenus récemment en Afrique australe.

« La ferme opposition du Canada aux politiques et pratiques d'apartheid est bien connue. Toutefois, nous avons toujours marqué l'espoir d'assister à un changement pacifique, et non à une violence destructrice. Nous déplorons les actes de terrorisme et les raids effectués au-delà des frontières nationales, qui ne peuvent qu'intensifier les tensions dans la région et étendre le conflit. Nous espérons que toutes les parties concernées sauront faire preuve de retenue », a déclaré M. MacEachen.

Le Centre canadien d'architecture : un musée et un centre d'études

Fondé à Montréal en 1979 et devant ouvrir ses portes au public en 1985, le Centre canadien d'architecture (CCA) est à la fois un musée et un centre d'études. Il a pour but de favoriser la connaissance et la compréhension de l'art architectural dans la perspective de ses liens avec l'histoire et la société.

Les activités du Centre s'appuient sur un vaste corpus de collections internationales de livres, de manuscrits, d'estampes, de dessins, de photographies et de documents d'archives. Les différentes collections, qui se complètent, portent sur l'architecture comprise dans son sens le plus large, de la pensée architecturale aux diverses manières de façonner le domaine bâti ou le milieu naturel.

Les programmes d'activités du CCA, dans le cadre desquels peuvent être étudiées et interprétées ces collections, sont multiples : expositions et publications, qui s'adressent aux architectes, aux spécialistes et au grand public ; programmes d'études offerts plus particulièrement aux étudiants et aux spécialistes en vue d'encourager ceux-ci à utiliser pour leurs recherches la riche source documentaire que constitue l'ensemble de la collection du CCA ; enfin discussions traitant de divers aspects de l'architecture à l'occasion de séminaires et de conférences destinés à un public varié.

Signalons, tout d'abord, que la collection du Centre canadien d'architecture se conçoit comme un tout composé de différentes collections complémentaires : livres et manuscrits, dessins et estampes, photographies, documents d'archives. Chacune de ces composantes contribue à la compréhension d'un aspect particulier de la théorie, de la pratique, de la mise en oeuvre ou de la critique de l'architecture à différentes époques et en des lieux divers. Bien qu'une attention particulière soit accordée aux traditions architecturales nord-américaines, c'est l'architecture à l'échelle internationale qui fait l'objet des divers genres de documents rassemblés au CCA. La Collection permet ainsi l'étude de réalisations ou de courants architecturaux actuels ou locaux dans un contexte historique et universel.

Dessins et estampes

Le dessin permet de pénétrer la pensée de l'artiste et de retracer ainsi le processus de la création architecturale. Les dessins et les estampes aident à com-

prendre la manière dont travaille l'architecte. Ils révèlent en outre des similitudes et des différences, selon l'époque ou le lieu, parmi les nombreux problèmes qu'ont à résoudre les architectes. Ils reflètent aussi le changement de goût et des besoins de la société. Enfin, par leur grande qualité d'exécution, certains dessins constituent de véritables oeuvres d'art et la valeur artistique peut alors être l'un des critères de sélection des dessins conservés au Centre canadien d'architecture.

On entend par dessin toute forme de notation architecturale : esquisses préliminaires, études comparatives, dessins de présentation, dessins d'exécution soigneusement annotés et précisant toutes les dimensions. Il peut s'agir d'oeuvres isolées aussi bien que de séries d'études qui portent sur un bâtiment. La collection de dessins du CCA, qui compte aujourd'hui 5 000 oeuvres, couvre une période qui s'étend du XVI^e au XX^e siècle, allant des dessins de San Petronio par Andrea Palladio, datés de 1579, à ceux de Chartres exécutés par Le Corbusier en 1916, et les dessins d'architectes contemporains tels que Louis Kahn, Barton Myers, Michael Graves et Peter Rose.

Les livres

Les ouvrages imprimés et les périodiques ont été depuis leur origine les moyens de diffusion de la théorie et de la critique architecturales. Ils ont servi de forum pour la discussion de ces idées. La collection de livres du CCA renferme quelques-uns des ouvrages les plus remarquables de l'histoire de l'architecture, des traités de Vitruve, de Serlio, de Vignoli, de Palladio et d'Alberti, aux écrits marquants de H.P. Berlage, de Le Corbusier, de Frank Lloyd Wright et d'autres contemporains. Cette collection comprend en outre les principaux ouvrages des théoriciens et des praticiens les plus influents du monde architectural, de même que les études concernant ceux-ci. On y trouve enfin de nombreuses publications portant aussi bien sur l'aménagement paysager, la planification urbaine, l'aménagement intérieur, que sur la conception de l'ameublement et les arts décoratifs. La collection de livres du CCA compte déjà plus de 30 000 titres.

Les photographies

Les photographies témoignent de la perception du domaine bâti et du milieu



Phyllis Lambert, directrice fondatrice du Centre canadien d'architecture et présidente de la Société du patrimoine urbain de Montréal a reçu en mai le titre de « Fellow » de l'Institut royal d'architecture du Canada, en reconnaissance des services rendus à la profession architecturale.

naturel. L'invention de la photographie au 19^e siècle a modifié l'étude et la pratique de l'architecture, permettant de rassembler avec une rapidité et une exactitude jusqu'alors impossibles d'innombrables représentations d'oeuvres architecturales, et de tirer de ces images de nouvelles interprétations. D'autre part, si les images photographiques sont désormais indispensables pour l'étude de l'histoire de l'art et de l'architecture, elles ne doivent pas être considérées comme de simples documents, et, comme les autres formes d'art, elles doivent aussi être interprétées. Il faut les analyser du point de vue de leur véricité, en y cherchant l'empreinte que l'attitude du photographe a pu laisser sur son sujet.

La collection de photographies du CCA contient au-delà de 25 000 originaux, qui datent des années 1840 aux années 1980.

Cette collection de photographies est l'une des plus importantes au monde, et la seule qui soit consacrée exclusivement à l'architecture et au domaine bâti.

C'est à partir de sa collection de photographies que le CCA a mis sur pied sa première grande exposition internationale qui fut présentée, en octobre 1982, en République fédérale d'Allemagne à la Galerie Lempertz Contemporanea de Cologne.

Cette même exposition est actuellement au Art Institute of Chicago et se

rendra, au cours des douze prochains mois, à New York, Paris et Ottawa.

Les fonds d'archives

Les fonds d'archives d'architectes constituent l'une des sources premières les plus riches en informations sur le développement des architectes, des bureaux d'architectes, et de leurs projets et réalisations. Ils contiennent l'ensemble des documents écrits et graphiques produits par un architecte ou par une firme: dessins (des simples esquisses aux plans d'exécution), contrats et devis, dossiers de projet, documents administratifs, correspondance, photographies, livres de comptes. Ils peuvent comprendre également des objets tridimensionnels, tels que les maquettes, qui permettent de mieux comprendre les principes et les techniques de construction. Ces fonds contiennent aussi les livres annotés et les papiers personnels de l'architecte, qui fournissent un éclairage supplémentaire sur son évolution personnelle et professionnelle.

Le CCA possède quatre fonds provenant de bureaux d'architectes établis à

Montréal, et qui illustrent la période s'étendant des années 1880 aux années 1960.

Le plus considérable et le plus diversifié de ceux-ci, le fonds Ernest Cormier, comprend plus de 28 000 dessins, 10 000 photographies, 50 000 mètres linéaires de papiers, et un grand nombre d'autres documents et de pièces d'archives.

La maison Shaughnessy

Le Centre canadien d'architecture est la seule institution au monde à regrouper un tel ensemble de collections complémentaires de livres, de dessins et d'estampes, de photographies et de documents d'archives portant sur l'architecture. Cette complémentarité des diverses collections se reflète dans l'organisation générale du CCA, l'orientation des collections et leur accessibilité, les programmes d'études, les expositions et les publications, et dans l'aménagement même des locaux permanents du Centre, qui seront établis dans la maison Shaughnessy à Montréal en 1985.

(Extrait d'un article de Phillis Lambert publié dans le *Devoir* du 20 mai 1983.)

même que tout nouveau produit qui sera mis en marché par les deux partenaires au cours du présent contrat. Le président d'AES, M. John Leng, a souligné que cet accord permettra à sa compagnie « de mettre au point de nouveaux produits de bureau et d'obtenir une vaste couverture de marché ». AES, dont le siège social est situé à Montréal, est un des plus grands fournisseurs de matériel de bureau et de traitement de textes dans le monde.

L'école technique Sheridan, d'Oakville, en banlieue de Toronto, a mis au point une machine à tricoter combinée à un ordinateur. L'appareil permettra à des dessinateurs de mode indépendants de fabriquer des chandails en moins d'une heure et même de reproduire des photos en modèles. L'appareil permettra aussi de réduire l'écart technique entre la machine à tricoter domestique et l'équipement industriel, et aux dessinateurs de vendre leurs propres modèles à l'industrie textile.

Plus de 150 directeurs d'écoles francophones venus de Belgique, de France, de Suisse et du Canada ont fondé à Montréal l'Association francophone internationale des directeurs d'établissements scolaires (AFIDES). Cette association a pour but de promouvoir les échanges entre ses membres, notamment en ce qui concerne les intérêts professionnels et le perfectionnement.

La Société... (suite de la p. 2)

plémentaires au terminal maritime de Port Reitz, près de Mombasa ;

- un accord de financement de 4,05 millions de dollars américains en vue d'appuyer la vente portant sur la conception, la fabrication et la mise en route d'un système de traitement de données Landsat par MacDonald, Dettwiler & Associates Ltd., de Richmond, en Colombie-Britannique, destinée au ministère des Finances d'Indonésie au nom du National Institute of Aeronautics and Space (LAPAN) d'Indonésie ;

- du financement à forfait de billets à ordre d'une valeur globale de 154 440 millions de dollars américains en vue d'appuyer la vente de 65 têtes de bétail d'élevage Holstein-Friesian destinée à M. Alcides Gonzalo Aranda, de Caracas, au Venezuela, par Luzza International Livestock Corporation de Mississauga (Ontario). Les billets sont garantis par Banco de Comercio S.A. de Caracas.

Il s'agit de la première opération tirant profit de la décision récente de consentir du financement à forfait pour les ventes à l'exportation de bétail d'élevage ;

- une affectation de 107 003 \$ U.S. aux termes d'une ligne de crédit établie avec la banque Magyar Nemzeti, de Hongrie, en vue d'appuyer la vente par DeCloeet Ltée, de Tillsonburg, en Ontario, destinée à Agrotek de Hongrie, de machines pour la production du tabac et de séchoirs à tabac, de pièces de rechange, de manuels d'utilisation et de services de montage ;
- une affectation de 85 000 \$ U.S. aux termes d'une ligne de crédit établie avec la banque Magyar Nemzeti, de Hongrie, en vue d'appuyer la vente d'instruments géophysiques pour le relevé de dépôts minéraux par Geoprobe Ltd. de Mississauga (Ontario) à Nikex de Hongrie.

Hebdo Canada est publié par la Direction centrale des affaires publiques, ministère des Affaires extérieures, Ottawa K1A 0G2.

Il est permis de reproduire les articles de cette publication, de préférence en indiquant la source. La provenance des photos, si elle n'est pas précisée, vous sera communiquée en vous adressant à la rédactrice en chef, Annie Taillefer.

This publication is also available in English under the title Canada Weekly.

Algunos números de esta publicación aparecen también en español bajo el título Noticiario de Canadá.

Alguns artigos desta publicação são também editados em português sob o título Notícias do Canadá.

Canada

ISSN 0384-2304